

Appel à contribution de la Commission de régulation de l'énergie sur le stockage de l'électricité par batteries

Contribution de l'Association des Distributeurs d'Electricité en France

février 2019

Les solutions de stockage d'électricité constituent un ensemble de solutions nouvelles pouvant être utilisées sur le réseau de distribution publique d'électricité. Les progrès en matière de batteries associés à la forte baisse de leur coût permettent une nouvelle utilisation du stockage sur le système électrique.

Les gestionnaires de réseau de distribution publique d'électricité (GRD), réunis au sein de l'ADEeF, souhaitent apporter leur vision sur le stockage d'électricité par batteries dans le cadre de l'appel à contributions de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) au titre de la mission qui leur est confiée par la loi de garantir un accès au réseau public transparent et non discriminatoire mais également comme potentiels acteurs et utilisateurs des services offerts par le stockage.

Question 1 : Quelle sera, selon vous, la place du stockage d'électricité par batteries parmi les solutions qui apportent de la flexibilité au système électrique ?

Les technologies de stockage de l'électricité sont variées et rendent des services divers, tant en termes de puissance, d'énergie, d'équilibrage, que de temps de réponse. Peuvent en bénéficier le système électrique comme d'autres parties prenantes. Dans un contexte où le sujet prend une ampleur nouvelle, et pour révéler cette diversité, les services rendus doivent donc pouvoir être décrits le plus précisément possible afin que leur efficacité et leur rentabilité soient évaluées au plus près, en fonction des usages pour lesquels ils sont utilisés.

Le développement du stockage dépend de plusieurs éléments : les coûts d'installation et de fonctionnement, les services et le prix de ces services. Dès lors que l'utilisation de systèmes de stockage permet des offres qui doivent démontrer leur capacité à assurer un ou plusieurs services dans des conditions financières acceptables par les clients, les GRD pourraient être intéressés par la contractualisation de services avec les acteurs du stockage.

Par ailleurs, les GRD pourraient être eux-mêmes acteurs du stockage. Le paquet législatif européen « Une énergie propre pour tous les Européens » envisage bien cette possibilité, pour les installations de stockage totalement intégrées aux composantes du réseau. Les modalités et les conditions de développement de cette activité dépendront néanmoins de leur déclinaison en droit français. L'utilisation par les gestionnaires de réseau

d'installations de stockage permettant de lever des contraintes sur les réseaux, en substitution, par exemple, à des renforcements de réseau ou pour des usages de réalimentation provisoire pourrait, sous certaines conditions, contribuer à une exploitation efficace, fiable et sûre du réseau de distribution d'électricité. Cela doit pouvoir s'apprécier au cas par cas.

Les retours d'expériences mettent en effet en évidence que l'intérêt du stockage et les services qu'il apporte sont à examiner sans négliger des solutions plus classiques de renforcements des réseaux ou de moyens de production locaux, qui peuvent conserver leur pertinence économique. A des degrés divers, les gestionnaires de réseau contribuent à des expérimentations qui permettent de tester et favoriser le développement de différents types de stockage. Ils mesurent aussi l'avantage qu'offrirait une gestion unifiée par les GRD des installations de stockage lorsqu'il s'agit notamment de gérer les contraintes auxquelles est soumis le réseau comme les aléas de productions décentralisées.

Question 2 : Identifiez-vous actuellement des barrières réglementaires, tarifaires ou contractuelles au développement du stockage par batteries ? Il pourra être pertinent de distinguer le stockage à l'échelle industrielle (au-dessus de 1 MW) et le stockage diffus (de quelques kW à quelques centaines de kW).

L'ADEeF est attachée à ce que les conditions d'accès au réseau et de tarification ne soient pas discriminatoires.

Concernant les différentes formes de stockage, l'ADEeF considère que le stockage industriel (> 1MW) doit effectivement être distingué du stockage diffus, afin de ne pas établir de confusion entre un site unique de stockage de petite taille et une capacité diffuse de stockage issue de l'agrégation de plusieurs moyens de petite taille.

Pour ce qui concerne les conditions d'accès au réseau et les enjeux contractuels, les GRD travaillent avec les acteurs du stockage afin de permettre un accès au réseau en soutirage et en injection et faciliter les démarches de raccordement des installations de stockage.

Le raccordement au réseau de distribution des installations de stockage ne présente pas de difficultés techniques particulières : les études de réseau sont effectuées en injection et soutirage et les propositions de raccordement garantissent que les coûts sont correctement facturés (y compris avec la réfaction qui est maximisée en effectuant en premier lieu l'étude en soutirage). Les GRD travaillent à la simplification des procédures.

L'ADEeF souhaite que le principe soit conservé de conditions de raccordement et de tarification centrées sur les conditions d'utilisation, et non de l'usage.

Question 3 : Partagez-vous les trois thématiques identifiées par la CRE pour permettre le développement du stockage (simplification du cadre contractuel et des procédures de raccordement, accessibilité des différentes formes de stockage aux différents mécanismes de marchés, envoi des bons signaux prix) ? En voyez-vous d'autres ?

En matière d'accessibilité des différentes formes de stockage aux marchés, les GRD considèrent que les conditions sont globalement déjà remplies pour que les opérateurs de stockage proposent des services.

Le stockage peut d'ores et déjà être valorisé sur l'ensemble des mécanismes de marché, même si certaines contraintes propres existent pour chaque mécanisme. L'ADEeF contribuera activement à la concertation sur les modalités de participation du stockage aux différents mécanismes nationaux afin de faciliter et d'assurer la meilleure intégration possible du stockage dans les mécanismes existants.

Les flexibilités pourraient ainsi être utilisées pour les usages du GRT (comme actuellement avec les mécanismes nationaux) et également pour les usages des GRD : une coordination sera alors à mettre en place entre les gestionnaires de réseaux pour assurer la sûreté du système électrique.

Pour ce qui concerne les « bons signaux prix », l'ADEeF considère que, dès lors que les services proposés et effectivement rendus par le stockage seront bien définis et vérifiés, le marché devrait permettre de confirmer si la filière est rentable. Si ce cadre marchand n'était pas suffisant et qu'une intervention des gestionnaires de réseaux était nécessaire, les appels d'offres qu'ils lanceraient sur les situations identifiées permettraient de dégager un prix. De manière générale, les pouvoirs publics doivent être attentifs au fait de ne pas instaurer des signaux tarifaires discriminatoires qui pourraient conduire à un développement biaisé du stockage. L'ADEeF réitère en la matière son attachement à un tarif d'acheminement non discriminatoire fondé sur l'utilisation du réseau faite par le client, et non des usages.

La localisation des flexibilités raccordées au réseau public de distribution, dont les batteries, est une caractéristique qui dimensionne l'intérêt qu'elles peuvent représenter pour la gestion du réseau de distribution, en complément ou en alternative aux solutions usuelles à disposition des GRD. Selon les différents cas d'usages envisagés, le signal prix pourrait alors être double, d'une part la valorisation du service de flexibilité en tant que tel et d'autre part la durée du contrat de flexibilité.

Question 4 : Quels éléments du cadre réglementaire encadrant le stockage pourraient selon vous faire l'objet d'une expérimentation ? Si un « bac à sable réglementaire » était mis en place par la loi, seriez-vous intéressé par une expérimentation pour un de vos projets ? Si oui, lequel ?

Plusieurs GRD contribuent d'ores et déjà à des expérimentations qui permettent de tester et favoriser le développement de différents types de stockage.

Dans le cadre de la transposition en droit français du paquet législatif européen « Une énergie propre pour tous les Européens », la place qui pourrait être occupée par les GRD en tant qu'acteurs du stockage doit être précisée, et ce d'autant plus si le stockage ne venait pas à se développer sur des bases strictement marchandes.

Les GRD souhaitent pouvoir être reconnus comme opérateurs de stockage, notamment pour pouvoir assurer des services qui résultent d'un ensemble de dispositions historiquement pilotées et maîtrisées par le GRD. Cela en garantit la cohérence et l'optimum pour la collectivité (gestion des prises de transformateur, batteries de condensateurs, etc.).

Si le marché ne permet pas de faire naître les solutions attendues et que l'intervention des gestionnaires de réseaux est nécessaire, les coûts supportés par ces derniers devront être couverts sur la base d'une compensation raisonnable pour couvrir l'investissement résiduel.

L'ADEeF considère que la mise en place d'un « bac à sable réglementaire » est vertueuse tant que les dérogations au cadre réglementaire ne sont pas artificielles et ne se traduisent pas par des biais, débouchant sur des avantages indus et discriminatoires pour une filière.

Les dérogations de nature strictement financière doivent être écartées afin de ne pas favoriser le développement de la filière sur des bases incohérentes avec la réalité du marché et potentiellement anti-concurrentielles.

Les dérogations techniques au cadre réglementaire doivent être précises, limitées dans le temps et faire l'objet d'un retour d'expérience. Sauf à faire évoluer le cadre réglementaire dans son ensemble, des dispositions spécifiques dérogatoires ne doivent pas perdurer et bénéficier à une seule filière.

<i>Question 5 : Avez-vous d'autres analyses ou propositions à formuler ?</i>

Pas d'ajout.